

Editorial

## Erika : le profit en procès

samedi 17 février 2007, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2007).

Depuis lundi 12 février, se déroule le procès de l'Érika. Ici, c'est la première fois que le « préjudice écologique » aboutit à l'ouverture d'un procès. À travers celui-ci, c'est le système qui doit être condamné : celui pour qui le profit méprise le respect des hommes, leur santé, leur environnement et parfois même leur vie !

Le naufrage de l'Érika était parfaitement prévisible, comme le sont la plupart des catastrophes maritimes. Tous les ingrédients du désastre étaient là : une tempête annoncée, mais non prise en compte ; un navire vieux de 25 ans, mal entretenu par un armateur dont la seule préoccupation était de le faire naviguer le plus possible et au moindre coût, rafistolé et certifié par une société peu exigeante, car en lien étroit avec l'armateur. Il naviguait sous pavillon de complaisance, comme 60 % de la flotte internationale immatriculée dans des États où le laxisme en matière de sécurité, de droit du travail et de fiscalité est total.

Le résultat est connu : 400 kilomètres de côtes polluées, 150 000 oiseaux morts, tous les salariés des différents métiers de la mer privés d'emploi, de sérieuses inquiétudes pour la santé des milliers de bénévoles qui ont nettoyé les plages mazoutées... Le tribunal doit répondre à une seule question : qui va payer le coût du préjudice écologique estimé à un milliard de dollars ? Pour nous, il n'y a pas de doute, cela doit être Total, dont les bénéfices s'élèvent à 12 milliards de dollars en 2006 !

Depuis cette catastrophe, quelques mesures ont été prises, au niveau de l'Union européenne, pour imposer une plus grande rigueur dans la protection des eaux territoriales européennes... Elles ne s'attaquent pas véritablement au système. Ce qu'il faut, c'est la planification du renouvellement de la flotte internationale (destruction des navires trop vieux, afin qu'ils n'aillent pas polluer et s'échouer sur les côtes africaines, construction de nouveaux navires), la suppression des pavillons de complaisance et la création d'une législation du travail internationale et ambitieuse pour les marins, premières victimes des profiteurs de la mer.

---

**P.-S.**

\* Editorial de Rouge n° 2193 du 15 février 2007.